

ÉCONOMIE | GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMÉRATION

SECOND SEMESTRE 2025 :

FACE À LA CRISE INTERNATIONALE, L'ÉCONOMIE LOCALE S'APPUIE SUR SES FORCES

#7 | Juin 2026

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

Chiffres-clés de Guingamp-Paimpol Agglomération à la fin du 2^d semestre 2025

(Évolution par rapport au 2^d semestre 2024)



+99
salariés privés
+0,7 % en un an
(+0,2 % en Bretagne)

Source : Urssaf



En hausse :

- Industrie agro-alimentaire
- Hôtellerie-restauration
- Services administratifs et de soutien



En baisse :

- Commerce, transport, entreposage
- BTP
- Autres industries



14 procédures
collectives

au 2^d semestre 2025
-11 % en un an
(+14 % en Bretagne)

Source : Capfinancials

7,3 %
de taux de chômage
au 4^e trimestre 2025
dans la zone d'emploi
de Guingamp
+0,4 point en un an
(6,4 % en Bretagne)

Source : Insee



11 915 m²
autorisés
en immobilier
d'entreprise

-12 % en un an

Source : SDES Sit@del2



115
logements
autorisés

-29 % en un an

Source : SDES Sit@del2



5 776
demandeurs d'emploi

dans les catégories A, B et C
au 2^d semestre 2025
+1,3 % en un an
(+4,6 % en Bretagne)

Source : DreetS Bretagne

En résumé

Alors que la conjoncture nationale montre de plus en plus de signes de ralentissement, l'activité économique de Guingamp-Paimpol Agglomération conforte une croissance économique linéaire. L'industrie agroalimentaire et l'hôtellerie-restauration, qui constituent de secteurs dominants du territoire, sont moteurs de la progression de l'emploi et compensent le recul observé dans le BTP et la logistique. Toutefois, le niveau d'activité des entreprises pourrait devenir insuffisant dans les semestres à venir au regard du rythme toujours soutenu d'entrée de nouveaux actifs sur le marché de l'emploi. Ce risque de déséquilibre pourrait également être accentué par l'inflation sur les énergies fossiles dont sont particulièrement dépendants certains secteurs d'activité du territoire. Les ménages les plus précaires pourraient être les autres victimes collatérales du contexte international et du manque de perspective des entreprises locales, comme en témoigne la hausse des dépôts de dossiers de surendettement au 1^{er} trimestre 2026.

Activité économique

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE CONTENUE FACE AUX CHOCs GÉOPOLITIQUES



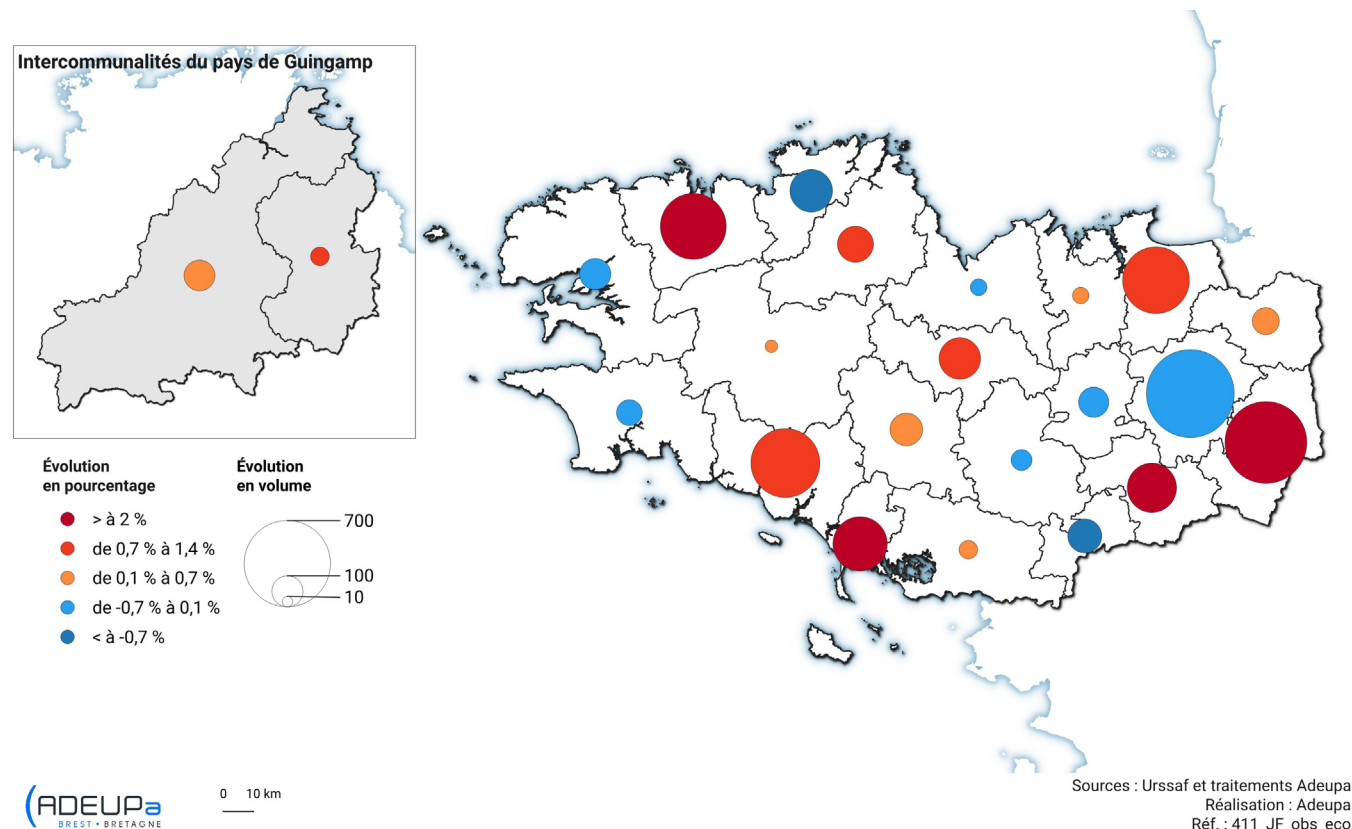
Le début de l'année 2026 s'inscrit dans un environnement international fortement incertain, marqué par la persistance des tensions géopolitiques et l'émergence d'un nouveau conflit au Moyen-Orient, aux conséquences sensibles sur les marchés de l'énergie. Dans ce contexte particulièrement instable, la Banque de France anticipe une résilience modérée de l'économie française au premier semestre, qui constituerait la phase la plus dynamique de l'année, avant un ralentissement progressif lié au choc énergétique. La croissance annuelle du PIB est ainsi projetée à 0,9 % en 2026 dans le scénario central.

Les tensions géopolitiques se traduisent par un regain inflationniste, principalement porté par l'énergie. La consommation des ménages resterait un soutien positif, mais limité à la croissance, freinée par un taux d'épargne élevé et l'érosion du pouvoir d'achat. À l'inverse, l'investissement des entreprises progresserait en début d'année, soutenu par certains secteurs stratégiques. Celui des ménages se stabiliserait dans l'immobilier, malgré des conditions de financement encore contraignantes.



Une croissance portée par les secteurs socles du territoire

Figure 1 - Variation de l'emploi salarié privé par pays breton entre les 4^{es} trimestres 2024 et 2025

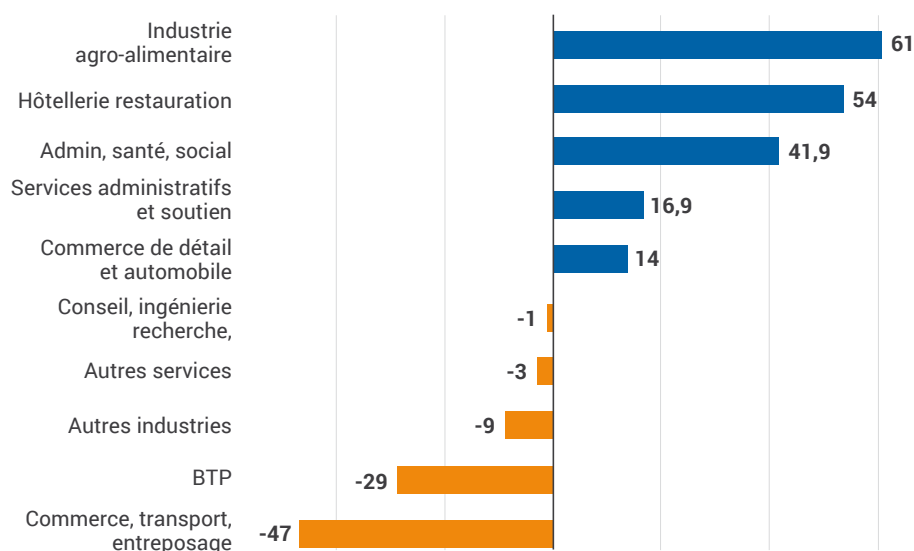


L'emploi salarié privé continue de bien se porter au sein de l'agglomération de Guingamp-Paimpol. Avec une progression de près de 100 emplois (+0,7 %), le territoire affiche une certaine prospérité, notamment vis-à-vis de la tendance régionale qui se trouve quasiment à l'arrêt (+0,2 %). Dans l'ensemble, la fin d'année 2025 a été davantage profitable aux agglomérations¹ et à certaines intercommunalités comme la communauté de communes du Pays de Landivisiau qui enregistre la plus forte hausse d'emplois de Bretagne sur la période (+224 emplois, +3,2 %), au contraire des métropoles de Brest (-0,2 %) et de Rennes (-0,4 %).

Les trajectoires internes à l'agglomération sont toutefois à nuancer. Le secteur de l'hôtellerie-restauration opère une percée (+7,2 %), déjà palpable durant le premier semestre. L'industrie agro-alimentaire confirme sa croissance d'activité en figurant comme le secteur ayant le plus contribué aux augmentations d'emplois ce semestre (+61 emplois, soit 60 % du solde). À l'inverse, les effectifs du secteur du commerce de gros, transport, entreposage continuent de s'égrener (-3 %). La situation s'enlise également pour le BTP pour lequel on observe une baisse d'une trentaine d'emplois (-2 %).

1. À l'exception de Lannion Trégor Communauté (-1,1 %).

Figure 2 - Évolution de l'emploi salarié privé par secteur dans Guingamp-Paimpol Agglomération entre les 2^{es} semestres 2024 et 2025



Source : Acooss-Urssaf - Traitement Adeupa

Des investissements immobiliers privés qui se maintiennent

Bien que s'établissant à la baisse (-12 %) au second semestre 2025, le volume de m² autorisés en locaux d'activité et en bureaux se maintient à un bon niveau. Il se situe juste en deçà de 5 % de la moyenne observée durant les dix dernières années, mais surtout, il se caractérise par une quasi-exclusivité d'investissements privés.

Parmi les principaux projets autorisés figure notamment l'implantation d'une seconde usine de conditionnement d'œufs pour la Ferme de la Trinité en proximité de RN12 à Ploumagoar. Il devrait permettre le recrutement d'une quinzaine de personnes. L'entreprise Asteel poursuit le développement de son activité de construction métallique sur son site de Grâce. Dans la sphère commerciale, le Relais des mousquetaires (Intermarché) de Ploubazlanec va faire peau neuve et étendre sa surface de vente sur 1 200 m².

Enfin, l'Espace commercial de Saint-Loup, à Pabu, accueillera prochainement un site de production de cuisine vietnamienne auquel sera adossé un magasin pour la vente. Par ailleurs, d'autres projets en cours d'instruction pourraient concourir à la dynamique économique locale dans les mois à venir.

Principaux permis déposés au cours du 1^{er} semestre 2024 (surface autorisée > 500 m²)







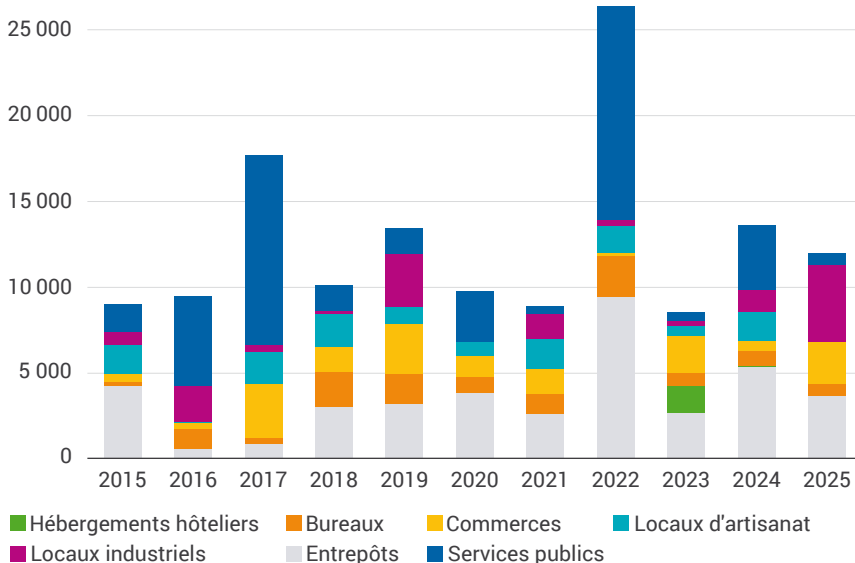
-  • Ferme avicole de la Trinité, ZA de Kergré, Ploumagoar, 5 634 m² (industrie)
-  • Mothie, rue de Kergillouard, Ploubazlanec, 1 205 m² (commerce)
-  • SCI Pham, Espace commercial Saint-Loup, Pabu, 1 065 m² (commerce)
-  • Asteel, ZI de Grâce, Grâce, 867 m² (industrie)
-  • ETA Cozannet, Kerroux, Plouec-du-Trieux, 742 m² (entrepôt)
-  • Sans dénomination, ZA de Kerguiniou, Callac, 655 m² (entrepôt)

Figure 3 – Surface autorisée (en m²) de locaux d'activité à Guingamp-Paimpol Agglomération au 2^d semestre entre 2015 et 2025

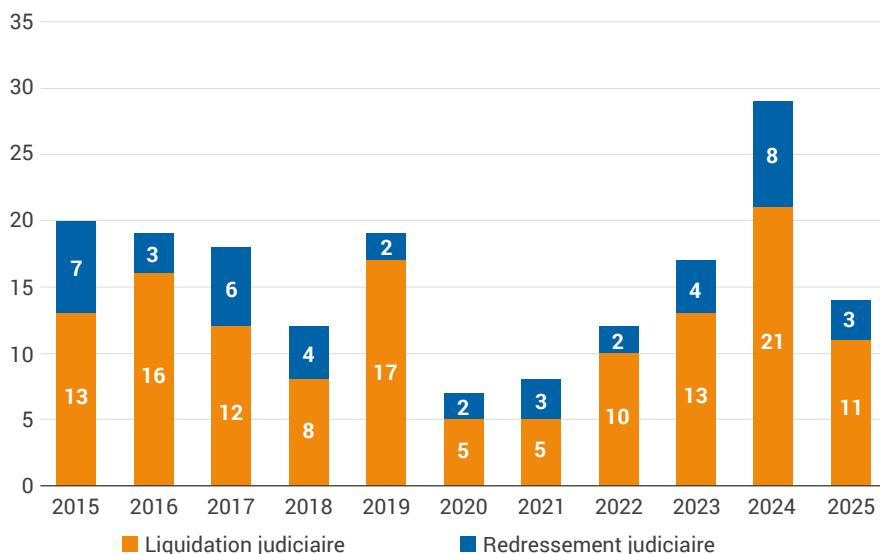


Source : SDES Sit@del - Traitement Adeupa

Baisse des défaillances : un tissu économique toujours fragile

Seulement 14 nouvelles procédures collectives ont émaillé l'actualité économique de l'agglomération au 2^d semestre 2025, soit environ moitié moins que l'année d'avant. Pour la moitié, ce sont des entreprises sans salarié-e de divers domaines (agriculture, aquaculture, commerce de détail,...). Cette nette amélioration atténuée en partie un 1^{er} semestre davantage pénalisé par plusieurs redressements et liquidations judiciaires (24 procédures au total). C'est pourquoi sur l'ensemble de l'année 2025, le tissu économique de Guingamp-Paimpol agglomération fait toujours état d'un haut niveau de fragilité, malgré la baisse de 11 % du nombre de procédures ouvertes par rapport à 2024. Le territoire reste toutefois dans une situation plus confortable que la Bretagne de manière générale, dont le niveau de procédures a continué de progresser de 14 %.

Figure 4 – Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement dans Guingamp-Paimpol Agglomération au 2^d semestre

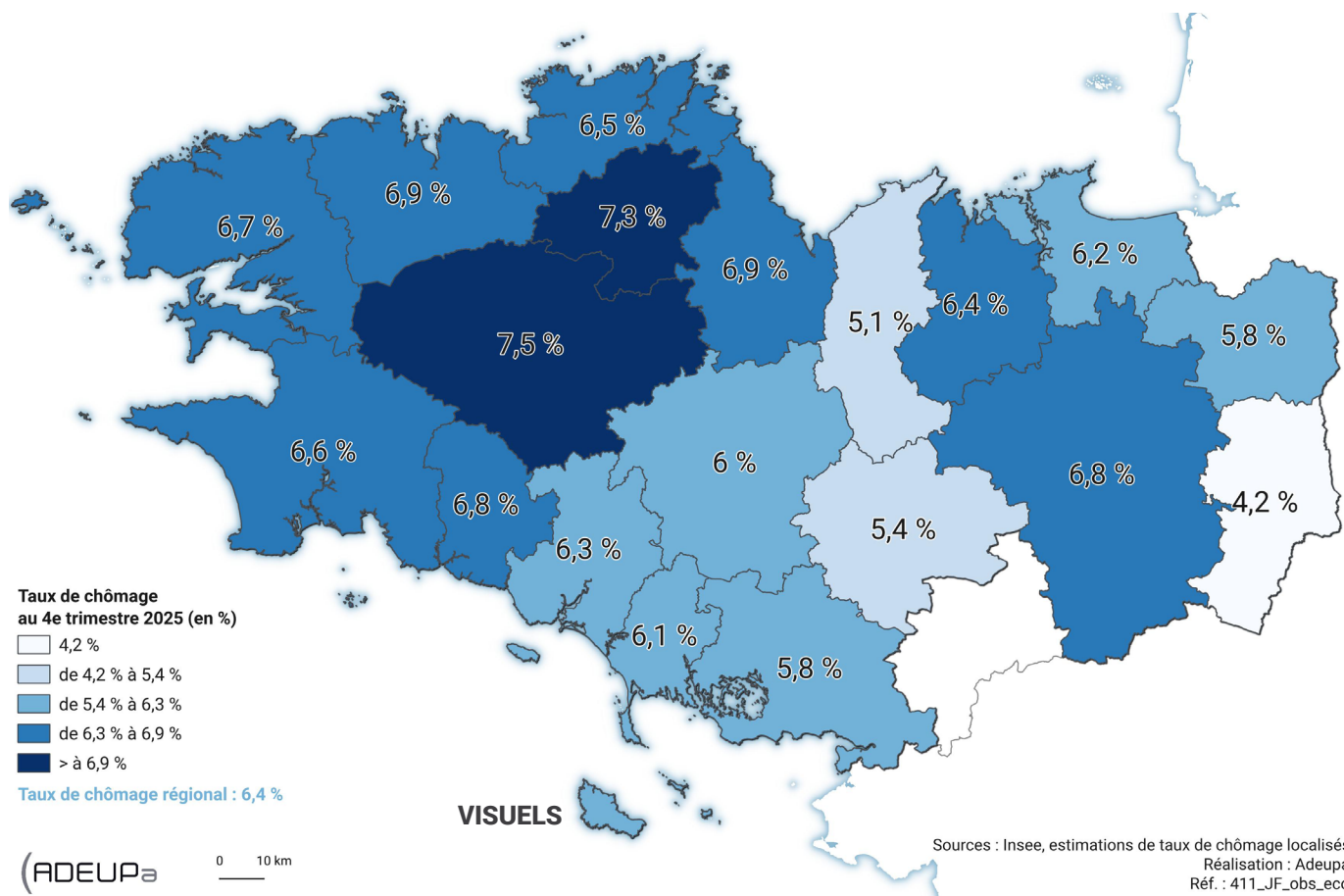


Source : CapFi - Traitement Adeupa

Marché de l'emploi

Flambée du baromètre du chômage

Figure 5 - Taux de chômage par zone d'emploi au 4^e trimestre 2025



Après une longue phase de décre puis de stabilisation à un niveau très bas, le taux de chômage connaît ses premiers soubresauts depuis la période covid. En un an, il a progressé de +0,6 point en France métropolitaine et de 0,5 point en Bretagne. D'après la note de conjoncture² de l'Insee du 4^e trimestre 2025, la progression du niveau de chômage s'explique par le delta entre le rythme soutenu de nouvelles entrées sur le marché du travail, très majoritairement des jeunes en formation souhaitant occuper un emploi en parallèle de leurs études, et le ralentissement de la croissance économique. Ces tendances opposées induisent mécaniquement une hausse du taux de chômage. En revanche, l'Insee anticipe une baisse réelle de l'emploi des jeunes d'ici la fin d'année 2026, au regard des effets persistants de la réforme des retraites, même suspendue, sur l'augmentation du nombre d'actifs et d'une dynamique économique qui devrait continuer de plonger.

En ce qui concerne la situation locale, le taux de chômage de la zone d'emploi de Guingamp repasse au-dessus de la barre des 7 %. La progression sur l'année (+0,4 point) reste cependant en deçà de celle observée à l'échelle régionale. On constate donc plus que jamais un rapprochement des courbes, entre la moyenne régionale et les zones d'emploi de Guingamp et de Carhaix-Plouguer, qui étaient depuis longtemps identifiées comme les principaux bassins de chômage de Bretagne.

2. Note de conjoncture - mars 2026 - Inflation ravivée, croissance fragilisée.



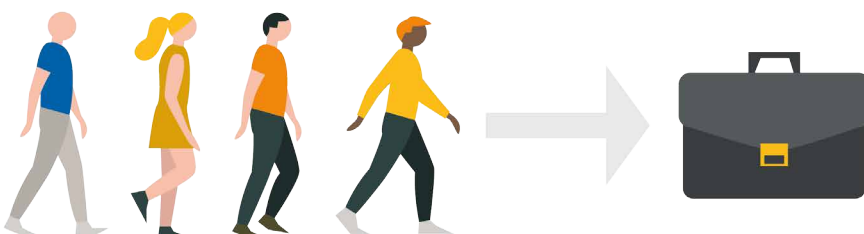
On constate donc plus que jamais un rapprochement des courbes, entre la moyenne régionale et les zones d'emploi de Guingamp et de Carhaix-Plouguer.

Jeunes cherchent un emploi

À la fin de l'année 2025, l'agglomération de Guingamp-Paimpol a vu sa demande d'emploi de catégorie A augmenter de 2,4 %. Elle s'en tire toutefois mieux que la moyenne des territoires bretons (+7,1 %). Cette évolution s'inscrit dans la lignée de l'année passée, marquée par les effets de la loi plein emploi qui a progressivement réintégré les publics bénéficiaires du RSA vers les organismes de suivi des demandeurs d'emploi. Ce semestre pourtant, ces profils ont reculé de près de 7 % par rapport à l'année précédente, ce qui laisse supposer que la mise en œuvre de la loi a atteint ses objectifs. En revanche,

les demandeur-euses d'emploi de moins de 25 ans ont progressé de 23 %, soit près de 100 entrées supplémentaires sur les listes de France Travail. Ce constat s'aligne sur la mouvance nationale de ralentissement de l'activité économique et de créations d'emplois qui sont en incapacité d'absorber l'ensemble des nouveaux actifs présents sur le marché du travail, particulièrement les jeunes en études supérieures. La présence de plus de 1 000 étudiant-es³ sur le territoire a pu générer un engorgement auprès des entreprises qui recrutent habituellement des débutant-es, des contrats saisonniers et autres emplois destinés aux jeunes en études.

3. Focus : état des lieux et perspectives des filières d'enseignement supérieur à Guingamp-Paimpol Agglomération.



Chiffres clés de la demande d'emploi dans Guingamp-Paimpol Agglomération :

2 990 demandeurs d'emploi de catégorie A (+2,4 % en un an ; +7,1 % en Bretagne)

5 776 demandeurs d'emploi de catégories ABC (+1,3 % en un an ; +4,6 % en Bretagne)

Évolution de la demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils en un an :

Les femmes :
(+0,9 % ; +6,8 % en Bretagne)

Les chômeurs de plus d'un an :
(+8 % ; +8,1 % en Bretagne)

Les séniors :
(-4,8 % ; +2,2 % en Bretagne)

Les jeunes de moins de 25 ans :
(+22,7 % ; +23,6 % en Bretagne)

Les travailleurs handicapés :
(+7,9 % ; +3,1 % en Bretagne)

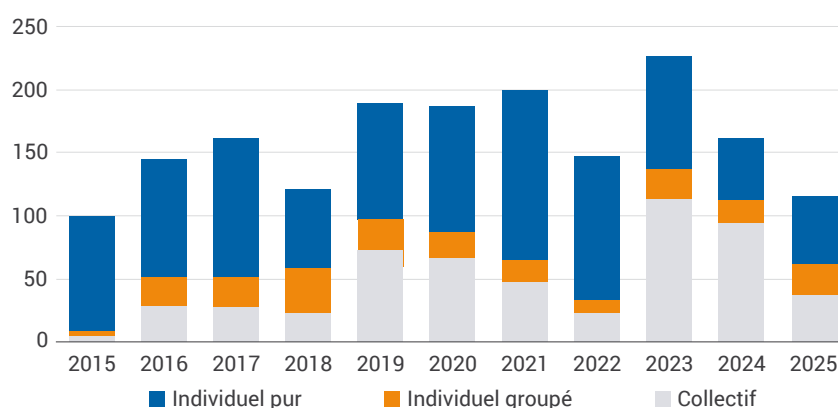
Source : DARES - France Travail, STMT - Traitement Dreets Bretagne

Ménages

L'investissement immobilier des ménages en net repli

Pour la seconde année consécutive, le nombre de logements autorisés est en diminution⁴ sur le périmètre de l'agglomération. Avec 115 logements, il s'agit du niveau de délivrance de permis le plus bas constaté depuis 2015. Cette trajectoire corrobore l'évolution des encours des placements dédiés à l'habitat qui s'effondrent et des crédits à l'habitat qui plafonnent (cf partie financière des ménages). Les promoteurs continuent néanmoins d'initier de nouveaux programmes, notamment sur la commune de Paimpol. Trois projets portés par Mur-Murs composés de 5 maisons individuelles, 12 appartements en semi-collectif en accession et en prêt social location accession (PSLA) et 18 logements sociaux bénéficiant de loyers réglementés inférieurs au prix du marché vont voir le jour prochainement. Cette nouvelle offre devrait permettre d'attirer les primo-accédants

Figure 6 - Nombre de logements autorisés dans Guingamp-Paimpol Agglomération au 2^d semestre



Source : SDES Sit@del - Traitement : ADEUPa

et les ménages plus précaires dans une commune qui peine à faire emménager des jeunes actifs au regard du prix de l'immobilier. Paimpol a d'ailleurs été classée en zone tendue B1 en 2023.

4. -28 % sur un an et près de -50 % par rapport au 2^d semestre 2023.

Une confiance des ménages en berne

En France, en avril 2026, la confiance des ménages s'est détériorée, selon l'Insee⁵. En s'établissant à 84 au début du mois, l'indicateur synthétique recule de 5 points en un mois, s'éloignant fortement de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025). Il s'agit de la plus forte baisse depuis mars 2022 et le début de la guerre en Ukraine. Dans le même temps, l'opinion des ménages concernant leur situation financière personnelle évolue négativement. Le solde d'opinion relatif à leur situation financière future baisse de 7 points, quand celui concernant leur situation financière passée est en retrait de 6 points. Leurs projections vis-à-vis de leur capacité d'épargne, actuelle comme future, sont également de moins en moins optimistes. Le contexte géopolitique international, particulièrement la guerre au Moyen-Orient, est évidemment à l'origine de la perte de confiance des ménages. La crainte d'un possible retour d'une tendance inflationniste semblable à la période 2022-2023 est palpable, en témoigne le coût de carburant qui a de nouveau franchi le cap symbolique de 2 € le litre⁶.

Une logique d'épargne sécuritaire qui perdure

Comme depuis deux ans, les encours sur les dépôts à vue des Costarmoricains sont quasiment à l'équilibre. Même s'ils restent à un haut niveau, les ménages sont de moins en moins attirés par ces placements liquides dont les taux d'intérêt ont largement diminué au cours de la même période. Les ménages se sont reportés vers des produits de plus long terme également plus rémunérateurs. Les encours relatifs aux comptes à terme ont justement rebondi de 6,5 % depuis la fin d'année dernière alors qu'ils étaient également à l'équilibre depuis début 2024. Ce revirement est aussi à mettre en perspective avec la conjoncture économique nationale et le contexte géopolitique international qui peuvent inciter les ménages à rogner leur consommation courante au bénéfice de leur épargne.

Une stabilité du surendettement en suspens

503 dossiers de surendettement ont été déposés par les ménages costarmoricains auprès de la Banque de France au second semestre 2025, soit 1 dossier de moins que l'année précédente. En filigrane de ce niveau quasiment stable depuis la période covid, des situations de fragilité financière pourraient s'amplifier au cours de l'année, au regard du nombre record de dossiers déposés en mars 2026 (128 dossiers).

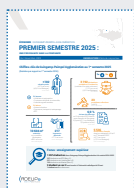
5. L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume leur opinion sur la situation économique : plus sa valeur est élevée, plus le jugement des ménages est favorable. Il est calculé selon la technique de l'analyse factorielle, qui permet de résumer l'évolution concomitante de plusieurs variables dont les mouvements sont très corrélés. L'indicateur décrit ici la composante commune de 8 soldes d'opinion : niveau de vie passé et futur en France, situation financière personnelle passée et future, chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité d'épargne actuelle et future.

6. Cap franchi en mars 2026 pour le gazole et en avril 2026 pour l'essence.

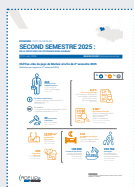
Des situations de fragilité financière pourraient s'amplifier au cours de l'année, au regard du nombre record de dossiers déposés en mars 2026.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[Observatoire de l'économie de Guingamp-Paimpol Agglomération au 1^{er} semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 2^d semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie du pays de Brest au 2^d semestre 2025](#)



[Observatoire de l'économie Lannion-Trégor Communauté au 2^d semestre 2025](#)

Et ailleurs

• Banque de France - tendances régionales : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques/tendances-regionales-bretagne-mars-2026>

• Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844>

LES OBSERVATOIRES ÉCONOMIE

Direction de la publication : François Rivoal | Réalisation : Quentin Delaune
Cartographie : Julien Florant | Relecture : Magali Can
Mise en page : Cubik communication
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : Juin 2026
ISSN : 2425-9608 | Réf : 25-090 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE